

Mais dans ce même temps que se passait-il dans la classe agricole, que faisait l'agriculture cette mère nourricière de toutes les nations? Bien peu d'écrivains se sont fait cette question avant nous: pourtant c'est une question vitale.

Confiant dans cette prospérité factice que nous procurait l'extension de nos relations commerciales, on a laissé l'agriculture se débattre comme elle le pouvait. Cette pauvre agriculture se mourait faute de protection, ses produits dépréciés sur notre propre marché se vendaient à vils prix, les cultivateurs, reconnaissant qu'ils ne pouvaient lutter avantageusement contre la concurrence étrangère, restreignaient leurs dépenses de culture, diminuaient leurs travaux autant que possible et les ouvriers de la campagne, ne trouvant que peu d'occasions d'exercer leur activité et voyant le pain sur le point de leur manquer, s'enfuyaient aux Etats-Unis où l'ouvrage était abondant.

Ce fut la première cause, le point de départ de l'émigration actuelle. Cette cause persiste encore au moment où nous écrivons, et l'émigration continue, que disons-nous, elle augmente dans une effrayante proportion. Au commencement, les jeunes gens seuls s'expatriaient avec l'espérance de revenir au sein de leur famille vivre de leurs épargnes. Aujourd'hui ce sont des familles entières qui quittent parents et amis, pour aller servir le peuple dur et égoïste des Etats-Unis.

L'ouvrier canadien émigre parce qu'il ne trouve pas assez d'ouvrage dans sa patrie et que son salaire n'est pas assez élevé pour lui permettre de pourvoir convenablement aux besoins de sa famille. Le cultivateur de son côté fait moins de travaux et paie ses ouvriers moins cher, parce qu'il croit qu'il lui sera plus facile de vivre avec les produits de sa terre.

Cette manière d'agir est certainement erronée. Ce n'est pas en diminuant les travaux de culture, que l'on abaissera le prix de revient des denrées agricoles; mais on a adopté le premier remède qui s'est présenté sans réfléchir que ce remède conduirait à la ruine.

Le meilleur moyen de prévenir cette situation aurait été la protection des intérêts agricoles; mais une protection efficace qui aurait empêché les denrées étrangères d'avilir nos produits sur notre propre marché. On ne l'a pas voulu; il fallait rendre le commerce prospère et emplir les coffres publics; qu'importait les souffrances de l'agriculture. C'est à peine si l'on en faisait quelques mentions incidentes dans tout le cour d'une session.

Nous ne sommes pas entiché de la soi-disant prospérité des Etats de l'Union américaine, loin de là. Cependant nous ne pouvons nous empêcher de faire un rapprochement entre la politique commerciale des Etats-Unis et la nôtre.

Là, le paiement d'une dette publique énorme oblige le gouvernement à se créer de nombreuses sources de revenus; les taxes y sont beaucoup plus élevées qu'au Canada; néanmoins l'agriculture et toutes les industries y sont prospères. Pourquoi? Parce que tous les produits étrangers y paient de forts droits d'entrée; et qu'un bien petit nombre y sont admis en franchise. Chose digne de remarque, l'imposition des droits sur les marchandises importées, qui, au point de vue de nos hommes d'état, serait notre ruine, est précisément ce qui a fait la fortune des Etats-Unis. Ces droits, étant la plus efficace de toutes les protections, ont permis à toutes les industries d'y devenir prospères et d'y appeler une nombreuse immigration. Tous les pays de la terre fournissent un énorme contingent à la population américaine et y apportent leur expérience pratique et leur activité.

Ici, au contraire, on veut faire du libre-échange quand même; on traite d'égaux et d'égalités ceux qui com-

battent en faveur de la protection; et l'on ruine le pays, l'on arrête l'activité des populations et l'on tue même les industries naissantes pour le plaisir de faire prévaloir une théorie impossible; du moins pour un pays comme le nôtre qui ne qui ne fait qu'entrer dans la voie du progrès.

Dans la position où nous nous trouvons vis-à-vis de nos voisins, la protection de notre production indigène n'aurait pas été un égoïsme, ce n'aurait été tout au plus qu'une simple réciprocité. Le gouvernement américain a imposé des droits sur nos beurres, nos fromages, nos viandes, nos animaux, nos grains, etc., le Gouvernement canadien aurait dû en agir de même vis-à-vis des produits américains. La production indigène aurait ainsi été protégée, le cultivateur aurait obtenu de ses produits des prix rémunérateurs et les industries agricoles et manufacturières auraient prospéré.

Au lieu de cela on s'est lancé dans le libre-échange à corps perdu, on a voulu diminuer le prix des denrées alimentaires, rendre la vie facile, et l'émigration en a été la conséquence.

Cependant, tout n'est pas la faute de nos gouvernants dans la situation dont nous souffrons; le cultivateur; le producteur lui aussi, doit avoir sa part de responsabilité. Puisque la protection lui était refusée, devait-il rester attaché à son système cultural? puisque la terre ne produisait plus assez pour le payer de ses peines ne devait-il pas chercher quelque moyen de rendre son industrie plus prospère? Sa situation était devenue impossible; néanmoins il a persisté dans ses anciens errements.

Il existait et il existe encore un excellent remède à cette situation, ce remède c'est l'amélioration du système cultural, mais l'instruction spéciale fait défaut et l'on a trop craint de se lancer dans l'inconnu.

Au lieu de refuser de l'ouvrage aux ouvriers de la campagne, on aurait dû les employer à la confection d'utiles travaux de perfectionnement. En agriculture comme dans toute autre industrie, le travail est un précieux capital qui, bien utilisé, donne des profits élevés. La culture des plantes ne produit toujours qu'en proportion des soins qu'on lui consacre. Un arpent de blé bien cultivé produit le double de celui qui est travaillé incomplètement ou avec négligence.

Les travaux de perfectionnement sont nombreux dans notre système agricole et pour qui le veut, il existe mille moyens d'utiliser l'activité des travailleurs. La plupart de nos terres ont toutes plus ou moins besoin d'être épierrées, égouttées, nettoyées, ameublées et engraisées.

L'épierrement est une des plus importantes opérations de la culture et cependant que de cultivateurs le négligent! Nous connaissons nombre de champs dont près d'un sixième est occupé par les pierres et par conséquent perdu pour la production. Pendant de longues générations ces pierres sont restées étendues par petits tas sur la surface des terrains cultivés, retardant les travaux d'exploitation, exposant les instruments à être brisés à tout instant et surtout constituant une véritable pépinière de mauvaises herbes, qui, se développant et murissant leurs graines en toute liberté, sont répandues ensuite sur les champs voisins et font subir à la production une diminution notable.

Le cultivateur qui entend bien son art et qui veut en obtenir des produits rémunérateurs ne peut pas laisser ses champs couverts de ces monceaux de pierres, il nous semble qu'il ne peut exécuter ses travaux avec goût tant qu'ils existeront. Délivrons-en donc nos champs; faisons-en des clôtures ou enfouissons-les dans les entrailles du sol à une profondeur suffisante pour qu'ils ne puissent jamais devenir un obstacle à la culture la plus progressive.